



MISSIONS ET PROGRAMMES

du budget général de l'État



Les missions et programmes du budget général de l'État

Projet de loi de finances pour 2007

Action extérieure de l'État	Action de la France en Europe et dans le monde	Rayonnement culturel et scientifique	Français à l'étranger et étrangers en France					
Administration générale et territoriale de l'État	Administration territoriale	Vie politique, culturelle et associative	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur					
Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales	Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural	Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés	Forêt	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture				
Aide publique au développement	Aide économique et financière au développement		Solidarité à l'égard des pays en développement					
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	Liens entre la nation et son armée	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale					
Conseil et contrôle de l'État	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil économique et social	Cour des comptes et autres juridictions financières					
Culture	Patrimoines	Création	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture					
Défense	Environnement et prospective de la politique de défense	Préparation et emploi des forces	Soutien de la politique de la défense	Équipement des forces				
Développement et régulation économiques	Développement des entreprises	Contrôle et prévention des risques technologiques et développement industriel	Régulation et sécurisation des échanges de biens et services	Passifs financiers miniers				
Direction de l'action du Gouvernement	Coordination du travail gouvernemental	Fonction publique						
Écologie et développement durable	Prévention des risques et lutte contre les pollutions	Gestion des milieux et biodiversité	Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable					
Engagements financiers de l'État	Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs)	Appels en garantie de l'État (crédits évaluatifs)	Épargne	Majoration de rentes				
Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire public du second degré	Vie de l'élève	Enseignement privé du premier et du second degrés	Soutien de la politique de l'éducation nationale	Enseignement technique agricole		
Gestion et contrôle des finances publiques	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	Conduite et pilotage des politiques économique, financière et industrielle						
Justice	Justice judiciaire	Administration pénitentiaire	Protection judiciaire de la jeunesse	Accès au droit et à la justice	Conduite et pilotage de la politique de la justice et organismes rattachés			
Médias	Presse	Chaîne française d'information internationale	audiovisuel extérieur					
Outre-mer	Emploi outre-mer	Conditions de vie outre-mer	Intégration et valorisation de l'outre-mer					
Politique des territoires	Aménagement, urbanisme et ingénierie publique	Information géographique et cartographique	Tourisme	Aménagement du territoire	Interventions territoriales de l'État			
Pouvoirs publics	Présidence de la République	Assemblée nationale	Sénat	La chaîne parlementaire	Conseil constitutionnel	Haute Cour de justice	Cour de justice de la République	Indemnisation des représentants français au Parlement européen
Provisions	Provision relative aux rémunérations publiques		Dépenses accidentelles et imprévisibles					
Recherche et enseignement supérieur	Formations supérieures et recherche universitaire		Vie étudiante	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires		Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources		
	Recherche spatiale	Orientation et pilotage de la recherche		Recherche dans le domaine des risques et des pollutions		Recherche dans le domaine de l'énergie		
	Recherche industrielle	Recherche dans le domaine des transports, de l'équipement et de l'habitat		Recherche duale (civile et militaire)	Recherche culturelle et culture scientifique	Enseignement supérieur et recherche agricoles		
Régimes sociaux et de retraite	Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres		Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins		Régime de retraite des mines, de la SEITA et divers			
Relations avec les collectivités territoriales	Concours financiers aux communes et groupements de communes		Concours financiers aux départements	Concours financiers aux régions	Concours spécifiques et administration			
Remboursements et dégrèvements	Remboursements et dégrèvements d'impôts d'État (crédits évaluatifs)			Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)				
Santé	Santé publique et prévention		Offre de soins et qualité du système de soins		Drogue et toxicomanie			
Sécurité	Police nationale	Gendarmerie nationale						
Sécurité civile	Interventions des services opérationnels		Coordination des moyens de secours					
Sécurité sanitaire	Veille et sécurité sanitaires		Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation					
Solidarité et intégration	Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	Accueil des étrangers et intégration	Actions en faveur des familles vulnérables	Handicap et dépendance	Protection maladie	Égalité entre les hommes et les femmes	Soutien et conduite des politiques sanitaires et sociales	
Sport, jeunesse et vie associative	Sport	Jeunesse et vie associative	Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative					
Stratégie économique et pilotage des finances publiques	Stratégie économique et financière et réforme de l'État			Statistiques et études économiques				
Transports	Réseau routier national	Sécurité routière	Transports terrestres et maritimes	Passifs financiers ferroviaires	Sécurité et affaires maritimes	Transports aériens	Météorologie	Soutien et pilotage des politiques de l'équipement
Travail et emploi	Développement de l'emploi	Accès et retour à l'emploi	Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques			Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail		Conception et évaluation des politiques de l'emploi et du travail
Ville et logement	Rénovation urbaine	Équité sociale et territoriale et soutien		Aide à l'accès au logement	Développement et amélioration de l'offre de logement			

■ Missions ministérielles

■ Missions interministérielles

Les missions du budget général de l'État (hors mission Remboursements et dégrèvements)

Projet de loi de finances pour 2007

Ville et logement

Travail et emploi

Transports

Stratégie économique et pilotage des finances publiques

Sport, jeunesse et vie associative

Solidarité et intégration

Sécurité sanitaire

Sécurité civile

Sécurité

Santé

Relations avec les collectivités territoriales

Régimes sociaux et de retraite

Recherche et enseignement supérieur

Provisions

Pouvoirs publics

Politique des territoires

Outre-mer

Action extérieure de l'État

Administration générale et territoriale de l'État

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales

Aide publique au développement

Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation

Conseil et contrôle de l'État

Culture

Défense

Développement et régulation économiques

Direction de l'action du Gouvernement

Écologie et développement durable

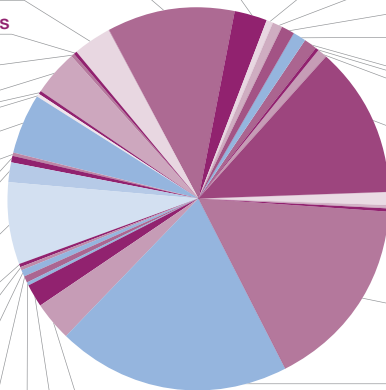
Engagements financiers de l'État

Enseignement scolaire

Gestion et contrôle des finances publiques

Justice

Médias¹



Crédits 2006

¹ Dans le cadre du PLF 2007 la mission Médias devient interministérielle

■ Missions interministérielles ■ Missions ministérielles

Les nouvelles règles du débat budgétaire en bref

Avec la LOLF, les modalités de vote du budget par le Parlement changent en profondeur : les parlementaires se prononcent sur 100 % des crédits et disposent d'un droit d'amendement élargi.

- La distinction services votés/mesures nouvelles n'existe plus. Les parlementaires se prononcent désormais sur l'intégralité des crédits.
- Les crédits du budget sont adoptés mission par mission.
- Les plafonds d'emploi ventilés par ministère font l'objet d'un vote unique.
- Le droit d'amendement est élargi. Les parlementaires peuvent :
 - modifier la répartition des crédits entre les programmes d'une même mission ;
 - créer, modifier ou supprimer un programme.

La création ou la modification des programmes doit se conformer aux mêmes règles que celles imposées au Gouvernement dans la proposition des programmes (définition des objectifs, cohérence des moyens accordés, proposition d'indicateurs précis...).

- Ce droit d'amendement reste encadré par l'article 40 de la Constitution qui interdit de créer ou d'alourdir une charge publique. Selon la LOLF, la charge publique correspond aux crédits d'une mission. Les parlementaires ne peuvent donc pas créer une mission, augmenter le total des crédits d'une mission, redéployer des crédits entre des programmes de missions différentes, redéployer des crédits entre le budget général et les comptes spéciaux et budgets annexes.